

CHAMBRE DE COMMERCE  
FRANCO-ARABE

# Newsletter

## Franco-Arabe

LA LETTRE MENSUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 120/2017

### Bilan du commerce extérieur français en 2016

## Le déficit commercial de la France s'alourdit de +7%

€8,4 Mds l'excédent avec les pays arabes

#### SOMMAIRE

- Bilan du commerce extérieur de la France p 1-4
- Les échanges avec les pays arabes p 5-6
- Petit-déjeuner-débat à la CCFA : l'agroalimentaire dans les pays arabes p 7-11
- Tableau des échanges France- pays arabes p 12
- Pétrole & Energie p 13-14
- Foires & Salons p 15-16
- Economie française p 17-18
- Monde Arabe p 19-23



Sources: Ministère des Affaires étrangères

Dans un contexte de ralentissement de l'économie américaine, de recul des importations chinoises et celles des pays de la zone euro, le commerce mondial poursuivait l'année dernière son mouvement de décélération passant d'une croissance de 2,7% en 2015 à 1,9% en 2016. Un rythme de progression bien en-deçà du niveau observé jusqu'à la crise de 2008 et qui avoisinait alors les 7% par an en moyenne.

Ce ralentissement a lourdement pesé sur les échanges extérieurs de la France qui stagnent en 2016 enregistrant un volume de 954,07 milliards d'euros contre 955,9 milliards d'euros une année auparavant. Le bilan de ces échanges fait ressortir d'ailleurs un recul de -0,6% des exportations à 452 978 milliards d'euros, et des importations qui font presque du sur place ne progressant que de 0,1% à 501 093 milliards d'euros. En définitive, le déficit commercial de la France s'alourdit encore en 2016 de +7% et passe à -48,1 milliards d'euros

contre -45 milliards d'euros en 2015.

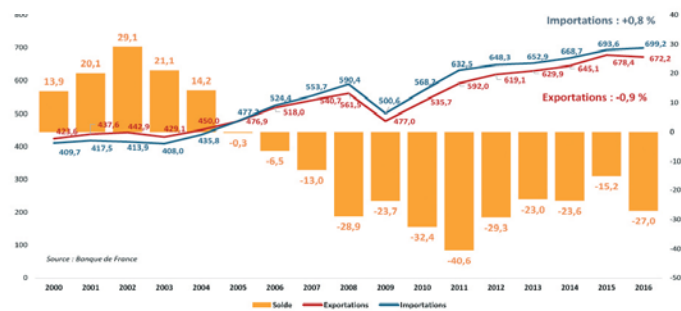
Par ailleurs, si le mouvement de stabilisation de la part de marché de la France dans le commerce mondial, engagé depuis 2012, se confirme en 2016, et se fixe à 3,5% sur les biens et services, le nombre des entreprises françaises exportatrices baisse et passe de 125 000 entités en 2015 à 124 100 en 2016. Le nombre de PME exportatrices se contracte de -0,7%, alors que celui des entreprises de taille moyenne progresse de 0,3%. Enfin les grandes entreprises représentaient l'année dernière 0,4% des exportateurs français mais réalisent 53,7% des exportations.

Avec les pays arabes, le volume des échanges a enregistré un repli de -12,5% l'année dernière, passant de 51,4 milliards en 2015 à 45,01 milliards d'euros. Toutefois le bilan de ces échanges fait apparaître un solde positif en faveur de la France avoisinant les 8,4 milliards d'euros contre près de 8,6 milliards en 2015.

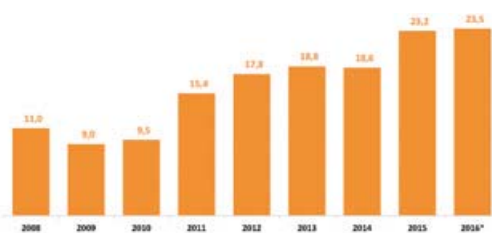
Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

## Echanges des biens et services en Md€



## Négoce international en Md€



*Le ralentissement du commerce international a lourdement pesé sur les échanges extérieurs de la France qui stagnent en 2016 enregistrant un volume de 954,07 milliards d'euros contre 955,9 milliards d'euros une année auparavant.*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

## Baisse des exportations et stagnation des importations

En 2016, les exportations françaises baissent légèrement de -0,6 %, après +4,4 % en 2015. Cette baisse concerne les biens intermédiaires, notamment les produits métallurgiques et chimiques, dans un contexte de baisse de la demande européenne et de tassement des prix de matières premières industrielles. Cette baisse des exportations concerne aussi les produits énergétiques qui affichent un nouveau repli, comme celle des produits agricoles qui diminuent fortement, en particulier les céréales. En revanche, les ventes de véhicules automobiles augmentent pour la troisième année consécutive, et les exportations de bateaux, d'équipements automobiles et de produits de luxe affichent la même dynamique et progressent sensiblement, tandis que les livraisons aéronautiques restent stables à un niveau assez élevé.

Les importations de leur côté stagnent, ne progressant que de +0,1 %, après +1,1 % en 2015, du fait de la forte contraction au premier semestre des approvisionnements énergétiques (hydrocarbures naturels et pétrole raffiné). Par ailleurs, les



importations de produits manufacturés continuent à progresser mais lentement +2,4 %, en 2016 après +5,7 % en 2015, alors que les importations aéronautiques, automobiles et de machines industrielles augmentent vivement, comme d'ailleurs les achats de produits agricoles et agroalimentaires. A l'inverse, les importations des produits métallurgiques et chimiques reculent.

## Les échanges par Produits

### Les exportations

La baisse des exportations s'accélère pour les produits métallurgiques qui affichent un recul de -12,4 % en 2016, après -2,2 % en 2015, dans le même mouvement on retrouve les produits chimiques de base qui baissent de -5,6 %, après -3,6 % en 2015. Une baisse qui s'explique par le moindre dynamisme de la demande et par le tassement des prix des matières premières industrielles en moyenne annuelle.

Dans cette dynamique baissière l'on retrouve aussi les exportations des produits énergétiques qui enregistrent un nouveau recul de -18,7 % en 2016, après quatre années de baisse successive. La diminution persistante des ventes de produits pétroliers raffinés résulte d'abord de la restructuration de l'industrie du raffinage en France, et de la réduction du prix annuel moyen du pétrole raffiné constatée en 2016. Par ailleurs, et toujours dans le secteur énergétique, les ventes d'électricité, destinées essentiellement aux pays voisins, fléchissent également, du fait de l'arrêt pour maintenance de plusieurs réacteurs nucléaires. Ainsi, l'excédent sur l'électricité se réduit fortement, passant de +2,3 milliards en 2015 à +1,1 milliard en 2016.

Concernant les produits agricoles, les exportations reculent nettement en 2016 affichant une baisse de -8,9 %, après +6,6 % en 2015, une baisse qui fait suite à une récolte céréalière historiquement faible et à la chute des prix qui poursuit sa tendance baissière depuis quatre

## Echanges de services en Md€



ans. La chute des livraisons d'orges à la Chine contribue le plus à la baisse des ventes des produits agricoles. En effet, les orges françaises, de moindre qualité en 2016, sont fortement concurrencées sur le marché chinois par les orges en provenance d'Ukraine, de la Russie et d'Australie. Par ailleurs, les exportations de blé diminuent vers l'Algérie et les Pays-Bas, premier et quatrième débouchés de la France.

Dans le domaine de l'aéronautique et des engins spatiaux, les exportations sont restées stables en 2016, égalant leur niveau record atteint en 2015, à 58 milliards. En effet, la baisse des exportations vers l'Asie (Chine et Corée du Sud) et l'Afrique du Nord est compensée par la progression des ventes aux pays européens (UE15, Suisse et Russie). La hausse concerne surtout les avions A350, A380 et A320 alors que les livraisons des A330 reculent, passant de 102 appareils en 2015 à 72 en 2016.

L'industrie automobile de son côté reprend des couleurs, grâce d'une part au dynamisme du marché européen et d'autre part à l'amélioration de la compétitivité des usines de production en France. Les exportations de véhicules automobiles progressent pour la troisième année consécutive de +4,6 %, et les ventes d'équipements automobiles continuent de leur côté à progresser, ainsi que celles de bateaux.

Enfin, concernant les produits de luxe, les exportations augmentent à nouveau. C'est notamment le cas des ventes de bijoux au Royaume-Uni et Hong Kong, des parfums et cosmétiques aux Etats-Unis et à la Belgique. Même mouvement de hausse des exportations pour les articles d'habillement qui progressent vers l'Italie et l'Espagne, ainsi que des produits de maroquinerie vers Singapour, et la vente de vins et spiritueux aux Etats-Unis et à la Chine.

### Les importations

Dans le secteur énergétique, la forte contraction des achats se poursuit en 2016, ils baissent de -20,3 %, après -24,8 % une année auparavant du fait

essentiellement de la baisse des prix et de l'activité industrielle qui marque le pas dans l'Hexagone notamment au deuxième trimestre de 2016. De même pour les importations des produits métallurgiques et chimiques qui continuent leur repli prolongeant ainsi la tendance baissière observée depuis 2012. Par ailleurs, les importations des produits chimiques fléchissent également, comme les importations de produits pharmaceutiques qui reculent pour la deuxième année consécutive, portant l'excédent à 3,9 milliards d'euros en 2016, alors qu'il était au plus bas en 2014 (1,5 milliard).

Dans le secteur de l'industrie aéronautique et des engins spatiaux, les importations restent vigoureuses atteignant un record historique, à 39,5 milliards, soit +3,8 milliards par rapport à 2015, du fait essentiellement d'achats d'avions gros porteurs, de moteurs et de satellites aux Etats-Unis. L'excédent aéronautique et spatial tombe de ce fait à 18,6 milliards, après avoir été à son plus haut niveau à 22,3 milliards en 2015.

Même constatation pour les importations de véhicules automobiles qui augmentent fortement, surtout depuis l'Allemagne et les nouveaux Etats membres de l'Union. La progression des achats de véhicules automobiles surpassant celle des ventes, le déficit se creuse dans ce secteur en 2016 à -10,2 milliards, après -7,7 milliards en 2015, tandis que l'excédent sur les équipements se réduit à +0,5 milliard, après +1,3 milliard une année auparavant.

Enfin, les importations de machines industrielles et de matériels électriques continuent leur mouvement de hausse dans un contexte favorable à l'investissement des entreprises et progressent de +3,4 % en 2016, après +2,7 % en 2015. De même pour les importations de meubles et de téléphones mobiles qui demeurent orientées à la hausse. C'est également le cas pour les produits agricoles et agroalimentaires, les chaussures-marroquinerie, et les jouets.

## Les échanges par Pays

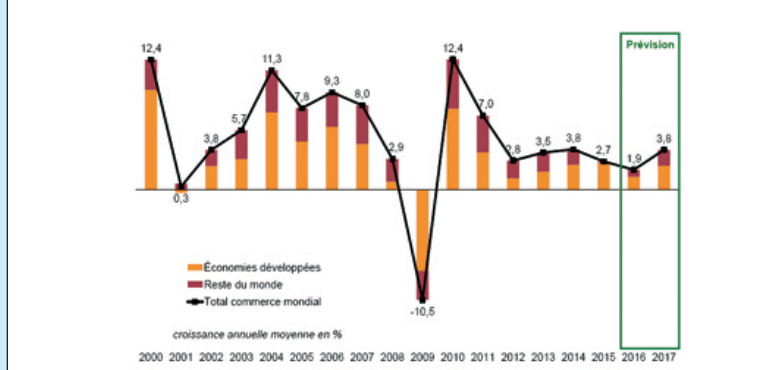
### Les exportations

Les exportations françaises vers l'Afrique diminuent de -10,5 % en 2016, après +4,0 % en 2015. Une baisse des exportations qui affecte la plupart des pays africains sauf le Maroc, grâce au dynamisme de l'automobile. Par ailleurs, la baisse persistante des recettes pétrolières des pays producteurs d'or noir semble désormais impacter leurs achats aéronautiques, c'est notamment le cas pour l'Algérie et la Libye. Pour l'Algérie, le recul des exportations est accentué par la chute des ventes de blé et de produits pharmaceutiques. De même, les exportations vers l'Egypte se replient fortement, suite à un niveau exceptionnellement élevé de ventes de machines en 2015 et à la chute des livraisons de céréales en 2016.

*Les exportations françaises vers l'Afrique diminuent de -10,5 % en 2016, après +4,0 % en 2015. Une baisse qui affecte la plupart des pays africains sauf le Maroc*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

## Croissance du commerce mondial biens et services



L'amointrissement des recettes pétrolières réduit également les exportations vers le Proche et Moyen-Orient qui baissent de -7,2 %, après +12,7 % en 2015, via le recul des livraisons aéronautiques, notamment avec le Qatar et le Koweït. Seules les ventes à l'Arabie saoudite progressent vivement en 2016.

Les exportations vers l'Asie sont également en retrait de -1,2 %, après +5,1 % constatés en 2015, du fait du recul des ventes aéronautiques, surtout en Chine et en Corée du Sud. Ce phénomène est renforcé en Chine, par l'effondrement des livraisons d'orges en 2016. En revanche, les ventes aéronautiques, très dynamiques vers l'Inde, Hong Kong et Singapour, permettent de limiter le recul des exportations vers cette zone.

Vers l'Amérique, les exportations diminuent de -1,3 % en 2016, après +16,5 % une année auparavant. Le recul des ventes est centré sur le Brésil mais concerne également la plupart des autres pays émergents de la région, en raison de la panne de croissance dans cette zone.

Avec les Etats-Unis, l'évolution des exportations est atone (+0,2 %) : la livraison exceptionnelle du paquebot « Harmonie of the Seas » contrebalance le recul des livraisons aéronautiques.

Vers l'Europe hors UE les exportations rebondissent de +5,2 %, après -1,4 % en 2015, poussées par les livraisons aéronautiques. Les ventes progressent notamment vers la Suisse et la Russie. Avec la Suisse, elles se distinguent également par l'importance des transferts d'œuvres d'art et de collection, en début d'année. Enfin, les ventes à destination des pays de l'Union européenne se stabilisent en 2016 à +0,3 %, après +2,3 % en 2015. Le dynamisme des ventes aux nouveaux États membres (NEM) et à l'Espagne compense le fort recul avec les Pays-Bas et celui plus modéré avec la Belgique. Ainsi avec l'Allemagne, la belle progression des ventes de véhicules est contrebalancée par le repli des exportations de produits chimiques

et métallurgiques. De même avec la Belgique, la reprise des exportations automobiles ne compense pas la baisse des ventes de produits pharmaceutiques. Les ventes au Royaume-Uni s'effritent, notamment celles de véhicules, mettant fin à l'accroissement continu de l'excédent bilatéral franco-britannique observé depuis 2011.

## Les importations

Depuis l'Afrique, les achats reculent de nouveau en 2016 à -12,9 %, après -12,2 % en 2015, notamment ceux d'hydrocarbures naturels à l'Algérie, au Nigeria, à la Libye et à l'Angola.

Depuis l'Europe hors UE, la baisse se poursuit et enregistre un recul de -4,0 %, après -7,4 % une année auparavant, du fait principalement de la contraction des approvisionnements énergétiques, auprès de la Russie et du Kazakhstan.

Depuis le Proche et Moyen-Orient, les importations diminuent également de -9,8 %, après +21,0 % en 2015, en particulier depuis l'Arabie saoudite, premier fournisseur de pétrole brut de la France. Seuls les achats à l'Iran progressent nettement depuis la fin de l'embargo sur le pétrole iranien, au début de l'année 2016.

Les importations depuis l'Asie s'accroissent légèrement de +1,1 %, après +9,7 % en 2015. Si les achats à la Chine s'inscrivent en baisse, notamment ceux de produits informatiques et d'articles d'habillement, ils sont compensés par le dynamisme des importations depuis le Japon, en particulier celles d'automobiles et de machines. Plus généralement, les importations progressent depuis la plupart des autres pays asiatiques à l'exception de l'Inde en raison du recul des achats de pétrole raffiné.

Les importations depuis l'Amérique progressent de +1,7 %, après +9,5 %, du fait de l'achat d'avions gros porteurs qui surpasse la baisse des importations de pétrole raffiné et de produits pharmaceutiques.

En 2016, les importations depuis l'Union européenne, s'inscrivent de nouveau en légère hausse (+0,5 %, après +0,6 %), en lien avec le dynamisme des achats automobiles. Ainsi, les importations progressent avec les pays traditionnellement fournisseurs de véhicules tels que les nouveaux États membres, l'Espagne et l'Italie. Cependant, les achats reculent depuis l'Allemagne en raison d'une baisse des acquisitions aéronautiques supérieure à la progression des importations automobiles. Si les achats de véhicules sont également croissants depuis les Pays-Bas, le dynamisme des importations est davantage imputable à la poussée des approvisionnements en tabacs manufacturés et en produits informatiques. En revanche, les importations d'hydrocarbures naturels (gazoducs depuis la Norvège) diminuent depuis la Belgique et celles de produits pharmaceutiques depuis l'Autriche.

*Avec les pays arabes, le volume des échanges a enregistré un repli de -12,5% passant de 51,4 milliards en 2015 à 45 milliards d'euros en 2016. Toutefois le bilan de ces échanges fait apparaître un solde positif en faveur de la France avoisinant les 8,4 milliards d'euros.*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

## Les échanges entre la France et les Pays Arabes en 2016

# €45 Mds & un solde positif en faveur de la France de €8,4 Mds



*Avec près de 45,01 milliards d'euros en 2016, contre 51,4 milliards en 2015, le volume des échanges entre la France et les pays arabes enregistre un important repli de -12,5%. Les importations françaises en provenance de cette région ont atteint près de 18,2 milliards d'euros et les exportations près de 26,7 milliards d'euros. Le bilan de ces échanges affiche toutefois un solde positif en faveur de la France avoisinant les 8,4 milliards d'euros contre près de 8,6 milliards en 2015.*

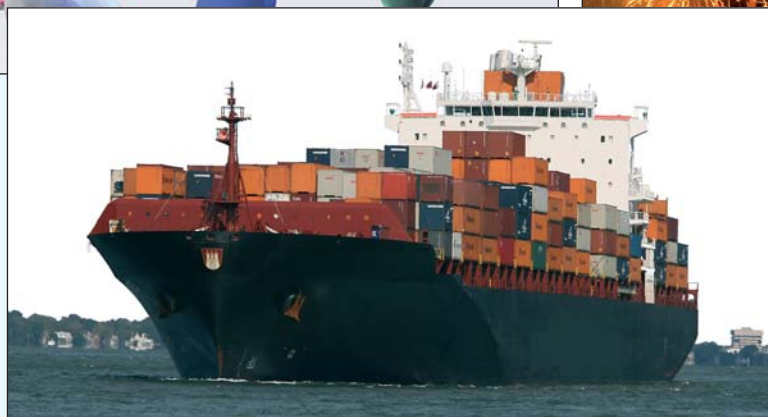
Avec les pays du Maghreb les échanges affichent un repli, et baissent de -8,89% passant de 27 milliards d'euros en 2015 à 24 milliards d'euros en 2016. Cette baisse se traduit par un recul de -10,54 des exportations qui passent de 14,4 milliards d'euros en 2015 à 12,9 milliards d'euros en 2016. Suivant le même mouvement les importations affichent une baisse significative de -7,03% affichant un volume de 11,9 milliards d'euros en 2016 contre 12,8 milliards d'euros en 2015. Toutefois le bilan de ces échanges fait ressortir un solde posi-

tif de 962,394 mille euros en faveur de la France. Dans ce groupe de pays composé de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Libye, et de la Mauritanie, on note un fort excédent des échanges de la France avec l'Algérie (+2,092,893 mille euros), et un excédent de moindre importance avec le Maroc (+24,769 mille euros) et la Mauritanie (+104,200 milles) mais un déficit important avec la Tunisie (-928,237 mille euros) et la Libye (-331,230 mille euros).

La baisse des échanges est aussi marquée entre la France et les pays du Golfe. Le volume de ces échanges baisse de -14,18%, passant de 18,5 milliards d'euros en 2015 à 15,9 milliards d'euros en 2016, mais leur solde reste positif en faveur de la France avec un excédent de 4,8 milliards d'euros après 4,3 milliards d'euros en 2015. Le repli des échanges est plus marqué avec le Koweït (-55,84%), Oman (-36,03%) et le Qatar (-31,33%), il reste dans des proportions plus modérées avec l'Arabie saoudite (-3,91%), le Bahreïn (-4,89%) et les Emirats arabes Unis (-4,52%).

Quand aux importations françaises en provenance de ces pays, elles affichent un recul de -22,30% à 5,5 milliards d'euros contre 7,1 milliards d'euros en 2016. Elles baissent de -25,91% avec l'Arabie saoudite, -36,16% avec le koweït, -62,97% avec Oman, -6,06% avec le Bahreïn, -7,54% avec le Qatar mais restent stables à +0,67% avec les Emirats arabes unis. Quand aux exportations françaises vers ces

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)



pays, la tendance est toujours à la baisse et affiche un recul de -9,11% à 10,3 milliards d'euros contre 11,4 milliards d'euros en 2015. Les exportations françaises baissent vers le Koweït de -66,45%, le Qatar -33,45%, Oman -32,83%, les Emirats arabes unis -5,93%, et elles progressent de 31,69% vers l'Arabie saoudite.

Avec l'Égypte, la Syrie, l'Irak, le Soudan, le Yémen, la Palestine, le Liban et la Jordanie, les échanges de la France marquent le pas (-25,20%) et affichent un volume de 4,2 milliards d'euros après 5,6 milliards d'euros en 2015. Les importations françaises en provenance de ce groupe de pays chutent de -44,14% à 798,092 mille euros contre 1,4 milliard d'euros en 2015 et les exportations baissent de -18,79% à 3,4 milliards d'euros contre 4,2 milliards d'euros en 2015.

La baisse des importations est très marquée avec l'Irak (-80,26%), la Syrie (-32,34%), le

Yémen (-39,70%), le Liban (-12,83%), et le Soudan (-10,33%). Toutefois ces importations progressent de +44,20% avec la Jordanie, de +15,45% avec Djibouti, de +41,56% avec les Comores, de +4,15% avec l'Égypte et restent presque stables avec le territoire Palestinien à -0,94%. Quand aux exportations françaises vers ce groupe de pays, la baisse est marquée avec la Syrie (-41,90%), l'Égypte (-27,31%), l'Irak (-25,84%), la Palestine (-24,39%), le Yémen (-11,60%), le Liban (-11,21%), alors qu'elles progressent de 12,97% avec le Soudan, de +21,51% avec les Comores, et de +9,11% avec la Jordanie. Enfin, quand au bilan des échanges de la France avec ce groupe de pays, on note un solde net positif en faveur de la France de 2,6 milliards d'euros contre 2,7 milliards d'euros en 2015.

Au total, les pays du Maghreb contribuent à hauteur de 55,24% des échanges de la France avec les pays arabes, suivent les pays du Golfe avec 36,37% et enfin les pays tiers à hauteur de 9,39%. Toutefois si l'on regarde la part de ces trois groupes de pays par rapport au résultat net de ces échanges, l'on constate que les pays du Golfe contribuent à hauteur de 57,46%, les pays tiers à 31,14% et enfin les pays du Maghreb avec seulement 11,40%.

## 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> Cycles de formation pour les expatriés et le personnel en charge des relations avec le monde arabe

Fidèle à sa mission de promouvoir les relations et de faciliter les échanges entre la France et les pays arabes, la CCFA organise un 3<sup>ème</sup> et un 4<sup>ème</sup> cycles de formation les 19, 20 et 28 juin et les 14, 21 et 28 septembre 2017 pour les expatriés français dans les pays arabes et le personnel de l'entreprise en charge des relations avec le monde arabe

**Pour toutes précisions utiles, contactez vos interlocuteurs**

Neirouz Fahed, Directeur Exécutif 01 45 53 99 66 [fahed@ccfranco-arabe.org](mailto:fahed@ccfranco-arabe.org)

## Petit-déjeuner-débat à la CCFA

# « L'agroalimentaire dans les pays arabes »

60% des besoins en produits agroalimentaires dans le Golfe sont importés, représentant plus de 83,8 milliards de dollars



*L'agriculture est un pilier de l'économie française, et la « ferme France » est un poids lourd du commerce extérieur de l'Hexagone. En 2016, le volume de ses exportations s'est élevé à 58,7 milliards d'euros avec un solde positif de 6,1 milliards.*

*Avec ses céréales, fruits et légumes, vins et alcools, poulets, veaux, vaches, cochons, chevaux, lait et œufs, la « ferme France », c'est 69,2 milliards d'euros de production. C'est plus que le chiffre d'affaires d'Airbus, et une fois et demi celui de Peugeot-Citroën.*

*Pourtant l'agriculture perd petit à petit de son poids. Dans les années 1950, elle représentait un huitième de l'économie nationale, elle n'en représente aujourd'hui qu'un peu moins de 3 %. Heureusement cette baisse de la production des matières premières agricoles a été compensée par la montée en puissance du secteur de la transformation, celui de l'industrie agroalimentaire, qui a pris un essor extraordinaire développant aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel avoisinant les 190 milliards d'euros.*

*Par ailleurs, et au-delà des défis que doit relever, à l'heure actuelle, l'agriculture pour maintenir sa place de premier rang dans l'économie nationale, comme notamment, apprendre à vivre avec le réchauffement climatique, s'adapter aux changements rapides de consommation alimentaire, inventer une agriculture écologiquement intensive, ou maîtriser le monde du big data agricole et intéresser la société aux défis de l'agriculture, ce secteur peut bénéficier des importantes opportunités qui lui sont offertes sur le marché mondial et tout particulièrement celui plus spécifique des pays arabes où l'innovation et l'exploitation dans les secteurs des produits transformés, la traçabilité, l'emballage et design, les équipements dans la chaîne du froid, et le développement des marques locales sont autant de pistes à développer sur ce marché prometteur.*

*Dans le cadre de son cycle petit-déjeuner-débat, la Chambre de commerce Franco-Arabe a organisé le mardi 28 mars 2017 à la Maison des Polytechniciens à Paris une rencontre sur le thème « L'agro-alimentaire dans les pays arabes – avec un focus sur le marché de l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ». A cette occasion elle a invité Madame Pascale Thieffry, Chef de service filières agricoles et agroalimentaires, à Business France, pour présenter ce secteur prometteur pour les entreprises françaises, et les opportunités à saisir sur ce marché en pleine progression et évolution.*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)



## Monde Arabe

### Opportunités d'affaires dans l'agroalimentaire

*La demande pour les produits agroalimentaires ne cesse de croître dans les pays du Golfe sous l'effet de plusieurs facteurs et notamment la croissance démographique, l'extension des zones urbaines, le développement du tourisme religieux et d'affaires et enfin le développement de la grande distribution.*

Ouvrant les débats de cette rencontre, le Président de la CCFA, Vincent Reina, a d'emblée souligné le poids du secteur agricole et agroalimentaire dans l'économie française. A cet égard il a rappelé que le secteur de l'agroalimentaire a développé en 2015 un volume de près de 60 Mrds d'euros d'export, devant l'aéronautique (58 Mrds euro) et le luxe (43 Mrds euros), « confirmant son rôle de pilier de l'économie nationale » a-t-il dit.

Il a par ailleurs indiqué que le solde des échanges agroalimentaires français avait affiché 9,2 milliards d'euros en 2015 soit une augmentation de 3,1% par rapport à 2014 et une progression de 8,1 % en 5 ans. Concernant plus particulièrement le monde arabe, M. Reina a souligné que la demande concernant ce secteur ne cessait de croître sous l'effet de plusieurs facteurs et notamment la croissance démographique, l'extension des zones urbaines, le développement du tourisme religieux et d'affaires et enfin le développement de la grande distribution.

Par ailleurs, le Président de la CCFA a rappelé les tendances qui ont marqué l'année 2016, mettant

plus particulièrement l'accent sur la hausse de la demande pour les produits français qui bénéficient d'une image de qualité, de sécurité sanitaire, et répondent aux attentes des populations jeunes et urbaines des pays émergents. Il a par ailleurs mis en avant les nombreuses innovations françaises dans ce domaine pour garantir la qualité et la traçabilité des produits ou pour répondre aux grands défis environnementaux et sociaux. Enfin, terminant sa présentation, M. Reina a rappelé les axes de la stratégie mise en place par Business France, qui fédère tous les acteurs publics et privés, pour aider à la réussite des entreprises françaises dans ce secteur sur un marché en mutation.

Prenant la parole Mme Thieffry a remercié la Chambre de commerce franco-arabe pour cette invitation et tout particulièrement son Président pour son accueil chaleureux avant de présenter le plan de son exposé qu'elle a organisé en trois parties à savoir une brève présentation de Business France, le marché de l'agroalimentaire dans le monde, et enfin sur un focus bien détaillé sur le secteur agroalimentaire en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis.

Présentant Business France et son réseau Agrotech, Mme Thieffry a commencé par définir la mission qui lui est dévolue à savoir l'aide au développement international des entreprises françaises, la prospection et l'accueil des investissements internationaux, et enfin la promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France. Pour remplir sa mission Business France a développé un réseau de 1500 collaborateurs repartis dans 73 pays à travers le monde. Business France, a-t-elle indiqué, met son savoir faire au service de plus de 9755 PME et ETI dans l'Hexagone répartis comme suit : 23% dans la filière agrotech, 22% la filière Art

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)



*Les marchés dans les pays du Golfe se caractérisent par un fort développement du tourisme religieux, d'affaires, du luxe, du loisir, et par la montée en gamme du secteur de l'hôtellerie de la restauration et des cafés (HORECA)*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

de vivre et santé, 31% la filière industries & cleantech, et enfin 24% la filière Technologie et services.

Quand aux principaux métiers de Business France, ils vont de l'information sectorielle comme le suivi des marchés et les études personnalisées, à l'organisation et à la participation aux salons dans les zones économiques les plus importantes à travers le pilotage des « Pavillon France » et les services aux entreprises sur les salons, et enfin les rencontres B2B qu'elle organise à travers les missions itinérantes, les missions découvertes, et les opérations « Vendre à un grand compte » étranger qu'elle développe régulièrement en France et à

l'étranger.

Abordant le marché de l'agroalimentaire au Proche et Moyen-Orient, Mme Thieffry a commencé par présenter les principales caractéristiques de cette zone qui regroupe des pays à fort pouvoir d'achat, où le PNB par habitant varie entre 45000 dollars (Koweït) et 92.000 dollars (Qatar), et des pays émergents où les besoins en infrastructures sont importants. «

C'est un bassin de 227 millions d'habitants avec une forte croissance démographique, et une place particulière pour les jeunes qui représentent une tranche importante de la population » a-t-elle souligné.

Abordant plus particulièrement les pays du Golfe où 60% des besoins en produits agroalimentaires sont importés, représentant plus de 83,8 milliards de dollars, Mme Thieffry a indiqué que la France était le 5ème exportateur vers cette région où le marché est actuellement tiré par l'émergence d'une industrie locale qui a besoin de produits intrants et des équipements, la forte croissance démographique, l'urbanisation, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'apparition de nouveaux besoins, ainsi que par deux événements majeurs à venir qui sont l'Expo 2020 aux Emirats arabes unis et la coupe du monde de football au Qatar en 2022.

Par ailleurs, Mme Thieffry a souligné que sur ce marché caractérisé par un fort développement du tourisme religieux, d'affaires, du luxe, du loisir, et la montée en gamme du secteur de l'hôtellerie de la restauration et des cafés (HORECA), les importations en produits agroalimentaires ont progressé de 32%, avec une croissance de 27% en Arabie saoudite, 20% aux Emirats arabes unis, 6% au Koweït, 5% en Jordanie, 4% à Oman et au Qatar.

Quant aux principaux concurrents de la France dans cette région, Mme Thieffry a distingué les concurrents régionaux avec à leur tête les Emirats arabes unis qui développent un volume de \$3,62 milliards, et l'Arabie saoudite \$2,91 milliards, puis les concurrents mondiaux avec à leurs têtes le Brésil qui affiche un volume d'affaires de \$7,9 milliards, l'Inde \$7,1 milliards, et les Etats-unis \$4,8 milliards. Enfin quant aux concurrents européens de la France dans cette région Mme Thieffry a cité

l'Allemagne avec \$3,0 milliards et les Pays-Bas \$2,1 milliards.

Enfin quant aux exportations françaises en produits agroalimentaires à destination de cette région elles ont affiché en 2015 un volume de \$2,2 milliards soit une progression de 128% en 10 ans. Les exportations des boissons ont progressé de 20%, les céréales 24%, le lait et produits laitiers 17%, la viande 20%, les préparations à base de céréales, pâtes 11%, et les préparations alimentaires 8%.

Derniers éléments qui caractérisent ce marché où la France bénéficie d'une image positive, et où les produits français sont reconnus pour leur qualité et leur adéquation à la demande, les importateurs locaux constituent un point de passage incontournable, a indiqué Mme Thieffry. Il faut passer par un importateur local, avoir une licence, l'importation et organisée par typologie de clientèle et non par produit (sauf pour les fruits et légumes frais) a-t-elle souligné, rappelant au passage que les frais de douanes étaient nuls pour 53 produits de « 1<sup>ère</sup> nécessité » (animaux vivants, fruits et légumes, céréales, thé, laits infantiles...) et de 5% pour tous les autres produits, mais que la mise en place d'une TVA à 5% était attendue au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'obligation de l'étiquetage en arabe et la certification halal sont obligatoires.

## Focus sur le marché saoudien



Avec ses 30 millions d'habitants dont 58% de jeunes de moins de 25 ans, une urbanisation galopante de la société, et une forte dépendance aux importations, le royaume saoudien constitue sans doute le plus gros marché de l'agroalimentaire du Golfe. 80% des besoins du royaume en produits agroalimentaires ont été importés en 2015 représentant \$22 milliards. C'est un hub commercial important où la consommation locale est en forte progression en raison du développement du tourisme religieux,

d'affaires, et de loisirs. Les expériences tentées par le royaume de produire sur place pour assurer une partie de sa sécurité alimentaire ont été vaines en raison du stress hydrique et la préservation des ressources en eau ont vite poussé le royaume vers un nouveau modèle agro-alimentaire basé sur l'importation et la transformation des matières premières/produits bruts. C'est pour cette raison d'ailleurs que le royaume cherche aujourd'hui à nouer des partenariats capables de lui transférer la connaissance, le savoir-faire et lui assurer les équipements nécessaires pour édifier une industrie agroalimentaires et agricoles modernes et efficaces.

Parmi les principaux produits importés par le royaume en 2015, l'on peut citer les céréales qui représentent 41% des importations, la viande 12%, le lait et les produits laitiers 9%, les préparations alimentaires 7%, les préparations à base de céréales 6%, les fruits 6%, et autres produits 6%.

Quand aux principaux fournisseurs du royaume on peut citer l'Inde son principal fournisseur en céréales (riz), et le Brésil son principal fournisseur de volailles.

Quid de la France ? L'Hexagone est le 7<sup>ème</sup> fournisseur du Royaume avec des exportations en produits agroalimentaires qui progressent de 10,1% l'an en moyenne depuis 2006 et qui ont atteint \$637,4 millions en 2016. Parmi les principaux produits exportés par la France vers le Royaume en 2016 on compte la viande 28% des exportations, les céréales 17%, le lait et les produits laitiers 14%, les préparations à base de céréales 11%, les boissons 8%, les préparations alimentaires 6%, les fruits et les noix 4%, les produits de la minoterie 3%, et autres 9%.

Quand aux opportunités pour les exportateurs français dans le secteur agroalimentaire, les producteurs de produits laitiers peuvent trouver dans le royaume un marché prospère avec des besoins grandissants et importants malgré la production locale qui progresse en moyenne de 5% l'an. Par ailleurs le secteur des fruits et légumes dont la production locale est efficiente représente aussi un marché prometteur surtout pour les tomates, concombres, pommes de terre, laitues,...). Même constat pour les fruits et légumes congelés et/ou transformés et les herbes aromatiques. Concernant la viande, la demande sur le marché saoudien est importante en générale mais elle ne serait pas pour des pièces nobles pour la viande. Et enfin pour les volailles, et malgré une production locale en hausse (frais) et l'ambition du gouvernement de la doubler à 700 Kt/an les importations de poulets de haut de gamme et de poulets surgelés en provenance de la France peuvent trouver une niche prometteuse.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)



## Focus sur le marché des Emirats arabes unis

4ème producteur de pétrole de l'OPEP, les Emirats arabes unis avec leur 9,16 millions d'habitants, un taux d'urbanisation de 85%, et un PIB/hab de 35593 dollars sont la 2ème économie du Golfe. Les Emirats arabes unis sont un hub commercial régional, un centre de réexportation vers des marchés voisins de consommateurs sur plusieurs continents, mais aussi et surtout un marché local important en raison du tourisme religieux, d'affaires, et de loisirs qui connaît depuis des années une réputation mondiale.

Sur le marché émirien, la croissance de la vente au détail dans le secteur agroalimentaire progresse en moyenne de 7,7% par an, et les ventes dans les super et hypermarchés devraient atteindre \$59,3 milliards en 2018. Sur ce marché hyperdynamique le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés est en plein développement en raison d'un mode de vie social ouvert et actif notamment le soir et le week-end qui entraîne une hausse des dépenses alimentaires hors domicile. Le secteur de la restauration se développe et les franchises se multiplient notamment dans le secteur des fast foods. De son côté le secteur hôtelier connaît un grand boom, et le nombre des hôtels de luxe et parcs de loisirs se multiplient, parallèlement au marché des produits haut de gamme qui progresse sous l'effet des nouvelles tendances.

Parmi les principaux fournisseurs des Emirats arabes unis, l'on compte l'Inde qui fournit 12% des importations du pays et son premier fournisseur de céréales, les Etats unis 8% et son premier fournisseur de fruits, le Brésil 6% et son premier fournisseur de volailles, l'Arabie saoudite et l'Australie 5%, le Canada, la Nouvelle zélande, les Pays-Bas, et la France 3%.

La France est le 10ème fournis-

seur en produits agroalimentaires des Emirats arabes unis avec une croissance annuelle moyenne de 8,3% depuis 2006, et des exportations qui ont atteint 449 millions de dollars en 2016.

Parmi les principaux produits exportés de l'Hexagone vers les Emirats l'on note les boissons qui représentent 43% des exportations françaises, le lait et les produits laitiers 12%, les préparations alimentaires 8%, les préparations à base de céréale 8%, les fruits 7%, et autres produits 22%.

Par ailleurs les Emirats arabes unis sont le 1er client de produits gourmets français dans la zone en 2016 avec un volume de 41,5 millions d'euros soit 34,4% de parts de marché.

## Quelles opportunités pour les produits français ?

Le marché de la boulangerie, viennoiserie et la pâtisserie est en forte croissance aux Emirats arabes unis et les franchises dans ce secteur se développent à grande vitesse. C'est un marché qui tente de s'alimenter par la production locale et régionale mais les importations sont importantes. Les opportunités pour les producteurs exportateurs sont réelles en pâtons surgelés, matières premières et équipements. Pour les produits laitiers les produits français sont bien positionnés et le créneau pour les produits de spécialité ouvre de bonnes perspectives pour les exportateurs.

Concernant les fruits et légumes, un marché en forte croissance, l'offre française réputée pour sa qualité occupe une bonne position surtout les pommes et les pommes de terre. Les produits bio sont par ailleurs une niche à explorer.

Pour la viande, un marché concurrentiel mais en forte croissance, la France est le premier fournisseur des Emirats en volailles alors que la viande française connaît une concurrence agressive anglo-saxonne. Le créneau à exploiter pourrait être les produits haut de gamme.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

Source : DOUANE  
 Données brutes de collecte valeurs CAF/FAB  
 Date d'extraction : 08/02/2017  
 Valeurs affichées en Milliers d'euro - Masses en kilo  
 Formulaire : NAT  
 Nomenclature : Tous Produits  
 Flux : Import Export  
 Période : Annuel 2015 - 2016

## Tableau des échanges France-Pays arabes

Lib Pays	VAL IMP 2015	VAL IMP 2016	% EVOL	VAL EXP 2015	VAL EXP 2016	% EVOL	VOLUME DES ECHANGES 2015	VOLUME DES ECHANGES 2016	% EVOL	SOLDE 2015	SOLDE 2016
Maroc	4 081 066	4 248 711	4,11	3 761 894	4 273 480	13,60	7 842 960	8 522 190	8,66	-319 172	24 769
Algérie	3 894 418	2 987 621	-23,28	6 213 887	5 080 514	-18,24	10 108 305	8 068 135	-20,18	2 319 468	2 092 893
Tunisie	3 983 285	4 164 871	4,56	3 590 736	3 236 634	-9,86	7 574 022	7 401 505	-2,28	-392 549	-928 237
Libye	848 767	507 298	-40,23	689 063	176 068	-74,45	1 537 830	683 366	-55,56	-159 704	-331 230
Mauritanie	48 559	43 292	-10,85	180 313	147 491	-18,20	228 872	190 783	-16,64	131 754	104 200
<b>Sous-Total UMA</b>	<b>12 856 096</b>	<b>11 951 793</b>	<b>-7,03</b>	<b>14 435 893</b>	<b>12 914 187</b>	<b>-10,54</b>	<b>27 291 989</b>	<b>24 865 980</b>	<b>-8,89</b>	<b>1 579 797</b>	<b>962 394</b>
Arabie saoudite	5 092 080	3 772 487	-25,91	3 146 571	4 143 850	31,69	8 238 651	7 916 337	-3,91	-1 945 509	371 363
Koweït	600 615	383 407	-36,16	1 113 478	373 591	-66,45	1 714 094	756 998	-55,837	512 863	-9 816
Bahreïn	88 073	82 733	-6,06	130 247	124 902	-4,10	218 320	207 636	-4,89	42 173	42 169
Qatar	244 092	225 684	-7,54	2 729 538	1 816 439	-33,45	2 973 630	2 042 123	-31,33	2 485 446	1 590 755
Emirats arabes unis	1 041 637	1 048 644	0,67	3 842 999	3 615 158	-5,93	4 884 636	4 663 802	-4,52	2 801 361	2 566 514
Oman	55 081	20 396	-62,97	464 231	311 812	-32,83	519 312	332 209	-36,03	409 151	291 416
<b>Sous-Total CCG</b>	<b>7 121 579</b>	<b>5 533 352</b>	<b>-22,30</b>	<b>11 427 064</b>	<b>10 385 753</b>	<b>-9,11</b>	<b>18 548 643</b>	<b>15 919 105</b>	<b>-14,18</b>	<b>4 305 486</b>	<b>4 852 400</b>
Egypte	472 954	492 592	4,15	2 111 213	1 534 713	-27,31	2 584 166	2 027 305	-21,55	1 638 259	1 042 122
Soudan	56 743	50 883	-10,33	74 039	83 644	12,97	130 782	134 526	2,86	17 296	32 761
Djibouti	1 427	1 647	15,45	86 516	85 948	-0,66	87 943	87 595	-0,40	85 090	84 301
Comores	6 000	8 494	41,56	33 392	40 573	21,51	39 392	49 067	24,56	27 392	32 080
Liban	54 535	47 535	-12,83	997 731	885 848	-11,21	1 052 266	933 383	-11,30	943 196	838 312
Syrienne (république arabe)	5 194	3 515	-32,34	51 052	29 664	-41,90	56 246	33 178	-41,01	45 857	26 149
Iraq	806 859	159 302	-80,26	427 170	316 785	-25,84	1 234 030	476 087	-61,42	-379 689	157 483
Territoire palestinien occupé	2 071	2 052	-0,94	20 458	15 467	-24,39	22 529	17 519	-22,24	18 387	13 416
Jordanie	21 677	31 258	44,20	310 647	338 941	9,11	332 324	370 199	11,40	288 970	307 683
Yémen	1 350	814	-39,70	109 099	96 551	-11,50	110 449	97 365	-11,85	107 750	95 737
<b>Sous-Total Autres</b>	<b>1 428 810</b>	<b>798 092</b>	<b>-44,14</b>	<b>4 221 318</b>	<b>3 428 135</b>	<b>-18,79</b>	<b>5 650 127</b>	<b>4 226 226</b>	<b>-25,20</b>	<b>2 792 508</b>	<b>2 630 043</b>
<b>Total Général</b>	<b>21 406 484</b>	<b>18 283 237</b>	<b>-14,59</b>	<b>30 084 275</b>	<b>26 728 074</b>	<b>-11,16</b>	<b>51 490 759</b>	<b>45 011 311</b>	<b>-12,58</b>	<b>8 677 791</b>	<b>8 444 837</b>
<b>UMAIOTAL</b>	60,06	65,37	9,30	47,98	48,32	0,70	53,00	55,24	4,32	18,21	11,40
<b>CCG/TOTAL</b>	33,27	30,26	-9,02	37,98	38,86	2,31	36,02	35,37	-1,94	49,61	57,46
<b>AUTRES</b>	6,67	4,37	-34,63	14,03	12,83	-9,20	10,97	9,39	-15,31	32,18	31,14

▶▶ PETROLE & ENERGIE

## AIE : la voiture électrique réduira la consommation de pétrole de 0,2%



Dans un rapport consacré au marché pétrolier dans les cinq prochaines années, L'AIE, estime que dans les cinq prochaines années, le nombre de voitures électriques pourrait être multiplié par plus de dix pour atteindre 15 millions de véhicules en 2022 contre 1,3 mil-

lion actuellement. Mais, ce développement spectaculaire aura-t-il un impact sur la consommation de pétrole ? Non, répond l'AIE. Il ne représentera encore qu'une goutte d'or noir. Car les véhicules électriques ne compteront dans cinq ans que pour 1,1% du parc automobile mondial. En Inde, la consommation de pétrole par habitant et par an pour le déplacement en voiture devrait ainsi passer de 1,2 baril à 1,5 baril d'ici 2022, soit une hausse de 25%. Sans parler de la flotte de camions qui va continuer à s'étendre, en Asie du Sud Est et en Afrique. Même constat pour la Chine... Et au final, l'ensemble des véhicules électriques devrait réduire la consommation de pétrole de 200.000 barils par jour. Le nombre peut sembler important. Mais il ne représentera, en 2022, que 0,19% de la consommation mondiale de pétrole qui atteindra 103,8 millions de barils quotidiens.

FOCUS

### OPEP : LA BAISSÉ DE L'OFFRE RALENTIT EN FÉVRIER

*L'offre pétrolière mondiale a continué à baisser le mois dernier, dans le sillage de la mise en œuvre des accords de limitation de la production, selon l'OPEP. En février la production de pétrole mondiale a atteint 95,88 millions de barils par jour (mbj), soit une baisse de 210 000 barils par jour (bj) par rapport à janvier, mais elle est restée stable sur un an, détaille l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. L'OPEP à elle seule n'a vu sa production baisser que de 140 000 bj en février, à 31,96 mbj, contre une baisse plus significative de 890 000 bj enregistré en janvier. Les membres du cartel s'étaient accordés en novembre pour réduire leur production de 1,2 mbj à partir du 1er janvier pour une période de six mois renouvelable. En décembre, des pays non membres du cartel, emmenés par le plus grand producteur mondial de brut, la Russie, avaient décidé de faire de même à un niveau de 558 000 barils par jour.*

### L'Arabie souhaite le baril à 60 dollars en 2017

L'Arabie saoudite souhaite que les cours de pétrole grimpent à environ 60 dollars le baril cette année. Le royaume, et plus généralement tous les pays du CCG, considèrent que ce niveau serait suffisant pour encourager les investissements sans provoquer de bond dans la production de pétrole de schiste aux États-Unis. L'Arabie saoudite a été l'un des principaux architectes de l'accord trouvé au sein de l'Opep et avec d'autres pays exportateurs de pétrole dont la Russie pour réduire les extractions afin de soutenir les prix de l'or noir sur le marché mondial. Les pays membres de l'Opep espèrent que les cours se redresseront plus fortement pour alléger la pression sur leurs finances publiques et éviter de futures pénuries. Ils ne veulent cependant pas favoriser une reprise de la production de schiste aux États-Unis, durement affectée par la chute des cours. Un baril à 60 dollars vers la fin de cette année, c'est bon pour les investissements », selon une source du secteur pétrolier dans le Golfe.



### Alaska: Repsol annonce la découverte d'un important gisement

La compagnie pétrolière espagnole Repsol a annoncé la découverte d'un gisement de pétrole en Alaska d'environ 1,2 milliard de barils de brut léger "récupérables". C'est la plus importante découverte de la compagnie depuis 2009, au Venezuela. "Repsol et son partenaire Armstrong Energy ont réalisé en Alaska la plus grande découverte conventionnelle d'hydrocarbures des 30 dernières années sur le sol américain", représentant un potentiel maximal de 120.000 barils par jour, affirme la compagnie dans un communiqué. La production pourrait commencer en 2021. Repsol en exploiterait 49% contre 51% pour Armstrong. Cette découverte pourrait permettre à Repsol de continuer à relever la tête après des années difficiles, notamment suite à son départ de Libye en 2014 où elle produisait 340.000 barils par jour. En 2016, la production de Repsol avait atteint en moyenne 690.000 barils par jour.

## Quid des prix du pétrole ?



Pour le moment, les prix du pétrole semblent avoir trouvé un certain équilibre tout au plus jusqu'à la prochaine réunion de l'Opep prévue pour la fin du mois de mai prochain au cours de laquelle les pays membres du cartel débattront sur l'accord historique de l'année dernière, qu'ils ont signé avec d'autres grands producteurs afin de soutenir les prix. Pour cer-

tains analystes, le prix du Brent, l'indice de référence international du pétrole, devrait se maintenir autour de 57 \$ le baril en moyenne et le West Texas Intermediate autour de 55 \$ le baril au cours de cette année. Les banques de leur côté s'attendent à ce que le Brent rejoigne une moyenne de 56 \$ au deuxième trimestre et qu'il persiste en dessous de 60 \$ jusqu'à la fin de l'année. Pour l'année prochaine, les analystes estiment une moyenne de 65\$ pour le baril de Brent. Toutes ces spéculations tomberont lors de la prochaine réunion de l'Opep qui

sera déterminante pour obtenir de nouvelles pistes sur les variations futures du prix de pétrole.

### FOCUS

#### IRAK : RÉSERVES PETROLIÈRES EN HAUSSE

Les réserves prouvées de pétrole de l'Irak ont augmenté de 10 milliards de barils, à 153 milliards de barils, selon le ministre irakien du Pétrole Jabbar al-Luaibi. L'Irak détient les cinquièmes plus importantes réserves de pétrole après le Venezuela, l'Arabie saoudite, le Canada et l'Iran. M. Jabbar al-Luaibi a expliqué que des activités de prospection menées dans sept champs d'hydrocarbures dans le centre et le sud du pays avaient permis d'augmenter le niveau des réserves prouvées de pétrole, qui étaient auparavant de 143 milliards de barils. L'Irak, membre de l'Opep, va demander à cette organisation des pays exportateurs de pétrole de valider le nouveau chiffre, selon le communiqué du ministre irakien du pétrole

#### Total : un contrat d'exploration gazière offshore à Chypre

L'Américain ExxonMobil, le Français Total, l'Italien Eni et Qatar Petroleum ont obtenu des contrats d'exploration d'hydrocarbures au large de l'île, selon l'annonce faite à la presse par le ministre chypriote du Commerce, George Lakkotrypis. ENI et Total ont obtenu les droits d'exploration pour un des trois blocs qui faisaient l'objet du troisième appel d'offres des autorités chypriotes, ENI en a sécurisé un autre pour lui seul et ExxonMobil et Qatar Petroleum se sont associés pour le troisième. En 2011, la firme américaine Noble Energy a été la première à découvrir du gaz au large de Chypre, dans le champ Aphrodite, dont les réserves sont estimées à 127,4 milliards de mètres cubes de gaz. Son exploitation n'a toutefois pas encore commencé. Chypre espère devenir à terme un acteur énergétique majeur en Méditerranée orientale et construire un terminal à terre pour exporter du gaz vers l'Europe et l'Asie à l'horizon 2022. Mais il lui faut pour cela trouver davantage de réserves gazières et « les compagnies sont plutôt optimistes quant aux perspectives (pour les hydrocarbures) en Méditerranée orientale et plus spécifiquement dans la zone économique exclusive de Chypre », selon George Lakkotrypis.



#### EDF : un partenariat avec Masdar à Dubaï

Le groupe EDF a signé, via sa filiale EDF Energies nouvelles (EDF EN), avec le consortium conduit par Masdar d'Abou Dhabi un accord pour développer la troisième phase du parc solaire Mohamed ben Rached Al-Maktoum, situé à Dubaï. La troisième phase de ce projet consiste en une centrale photovoltaïque s'étendant sur 16 km<sup>2</sup> avec une capacité de production de 800 mégawatts. « Ce projet solaire-photovoltaïque d'1 gigawatt-crête (GWc) réalisé avec Masdar, un acteur majeur des énergies renouvelables, scelle un partenariat majeur de long terme », selon Antoine Cahuzac, directeur général d'EDF EN. Le parc solaire Mohamed Ben Rached Al-Maktoum, devenu opérationnel en 2013 avec une capacité de 13 mégawatts, devrait atteindre une capacité installée totale de 5.000 mégawatts une fois entièrement opérationnel, à l'horizon 2030. Le projet dans son ensemble représente un investissement de 14 milliards de dollars (13 milliards d'euros).



Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccfranco-arabe.org](http://www.ccfranco-arabe.org)

▶▶ FOIRES & SALONS

ALGÉRIE

**Batimatec Alger**- Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics. Date : 23. - 27. avril 2017 - Palais des Expositions d'Alger - Pins Maritimes - Alger, 16000 - Algérie - Tél : +213 21 386727

**DJAZAGRO** - Salon international de l'agroalimentaire en Algérie - Palais des Expositions d'Alger - Pins Maritimes - Alger, 16000 - Algérie - Tél : +213 21 386727 - date : du 10 au 13 avril 2017

**SIMEM** - Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement Médical - Le Méridien- Oran Hotel & Convention Centre Oran - Algérie - date : 12.04 - 15.04 2017 -

**TEXTYLE EXPO** - Salon international du textile et de la mode - Le Méridien Oran Hotel & Convention Centre Oran - Algérie - date : 02.04 - 05.04 2017 -

ARABIE SAOUDITE

**THE HOTEL SHOW SAUDI-** Salon international de l'hostellerie et restauration, des cafés et des services de traiteur en Arabie saoudite - Jeddah Centre for Forums & Events - 2556 Sultan Ibn Salman - Al-Nuzhah - Jeddah 23532 6582 - Arabie Saoudite - date : 04.04 - 06.04 2017 -

**STONE & SURFACE SAUDI EXPO** - Salon professionnel international de la pierre naturelle, du carrelage et du revêtement de sol en Arabie Saoudite - Jeddah Centre for Forums & Events - 2556 Sultan Ibn Salman - Al-Nuzhah - Jeddah 23532 6582 - Arabie Saoudite - date : 04.04 - 07.04 2017

**SAUDI FOOD, HOTEL & HOSPITALITY ARABIA** - Salon international en Arabie Saoudite de l'alimentation, des boissons, des traiteurs, des équipements pour hôtels, fournitures et services. Comprend 'ART DE TABLE' Jeddah Centre for Forums & Events - 2556 Sultan Ibn Salman - Al-Nuzhah - Jeddah 23532 6582 - Arabie Saoudite - date : 10.04 - 13.04 2017

**ACCESS MBA - RIYADH-** ACCESS MBA est une campagne de communication spécialement conçue pour mieux informer les étudiants des opportunités de MBA. ACCESS MBA est une série de plus de 50 événements dans le monde - Riyadh International Exhibition Centre - Riyadh - Arabie Saoudite - date : le 16 avril 2017

**GLASS & ALUMINUM SAUDI ARABIA 2017-** Salon international de la fenêtre en verre et aluminium - Riyadh International Exhibition Centre - date : u 30 avril au 02 mai 2017

**CEMENT & CONCRETE MIDDLE EAST 2017-** Salon international du ciment, du béton et des industries connexes - Riyadh International Exhibition Centre - date : du 30 avril au 03 mai 2017

**FABEX SAUDI ARABIA 2017** - Salon international des structures en acier, tubes et tuyaux, tôles, mise en forme du métal et fabrication de l'acier - Riyadh International Exhibition Centre - date : du 30 avril au 03 mai 2017

**METAL & STEEL SAUDI ARABIA + FABEX MIDDLE EAST 2017** - Salon international au Moyen-Orient pour les industries du métal et la métallurgie - Riyadh International Exhibition Centre - date : du 30 avril au 03 mai 2017

BAHREIN

**MIDDLE EAST HEAVY OIL CONGRESS - MEHOC 2017** - Congrès international du pétrole lourd - Manama - Bahreïn - date : du 11 au 12 avril 2017

EGYPTE

**AFRO PACKAGING & FOOD MANUFACTURING 2017** - Salon international de l'emballage et des technologies de transformation de l'industrie agroalimentaire en Egypte - Cairo International Convention & Exhibition Centre - El-Nasr Rd - Al Estad Nasr City - Cairo Governorate - Égypte - date : du 22 au 24 avril 2017

**TECHNOPRINT EGYPT 2017** - Salon international de l'imprimerie en Egypte. Conception graphique, imprimerie offset, flexographie, rotogravure, imprimerie numérique, imprimerie pour documents de sécurité...- Cairo International Convention & Exhibition Centre - El-Nasr Rd - Al Estad Nasr City - Cairo Governorate - Égypte - date : du 27 au 30 avril 2017

EMIRATS ARABES UNIS

**CAREERS UAE 2017** - Salon dédié aux carrières professionnelles - Dubai World Trade Centre - Sheik Zayed Road Convention Gate - Dubai - Émirats Arabes Unis - date : du 08 au 12 avril 2017

**INTERNATIONAL APPAREL & TEXTILE FAIR DUBAI 2017** - Salon international du vêtement et du textile à Dubaï - Dubai World Trade Centre - Sheik Zayed Road Convention Gate - Dubai - Émirats Arabes Unis - date : du 09 au 10 avril 2017

**CLOUD WORLD FORUM MENA 2017** - Forum mondial du Cloud Computing pour le Moyen-Orient et l'Afrique - Conrad Hotel Dubai - P.O. Box 115143 - Sheikh

BATIMATEC ALGER-  
TEXTYLE EXPO  
TECHNOPRINT EGYPT 2017  
THE HOTEL SHOW SAUDI  
SAUDI FOOD, HOTEL & HOSPITALITY ARABIA  
AFRO PACKAGING & FOOD MANUFACTURING 2017  
CAREERS UAE 2017

Visitez le site  
de la Chambre  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

Zayed Road – Dubai - Émirats Arabes Unis – date : du 10 au 11 avril 2017

**AGRAMÉ 2017** - Salon de l'agriculture, de l'irrigation, de l'élevage, de la volaille, de la floriculture/arboriculture, de la pêche et de l'aquaculture - Dubai World Trade Centre - Sheik Zayed Road Convention Gate – Dubai - Émirats Arabes Unis – date : du 10 au 12 avril 2017

**MIDDLE EAST PHARMA COLD CHAIN CONGRESS 2017** - Congrès sur la chaîne du froid dans l'industrie pharmaceutique - Dubai Marina - Émirats Arabes Unis – date : du 10 au 12 avril 2017

**VETERINARY-VET ME 2017** - Le grand salon de la médecine vétérinaire au Moyen-Orient - Dubai World Trade Centre - Sheik Zayed Road Convention Gate – Dubai - Émirats Arabes Unis – date : du 10 au 12 avril 2017

## LIBAN

**IN SHAPE 2017** - Salon de la santé, de la beauté et du fitness - BIEL - Beirut International Exhibition & Leisure Center - Down Town – Beirut - Liban – date : du 20 au 23 avril 2017

**ECORIENT 2017** - Salon international et conférence sur les technologies environnementales, le développement durable, les énergies alternatives, la gestion de l'eau et les énergies propres - BIEL - Beirut International Exhibition & Leisure Center - Down Town – Beirut - Liban – date : du 16 au 19 mai 2017

**PROJECT LEBANON 2017** - Salon professionnel international des technologies, matériaux et équipements du bâtiment et de la construction - BIEL - Beirut International Exhibition & Leisure Center - Down Town – Beirut - Liban – date : du 16 au 19 mai 2017

## MAROC

**PLAST EXPO 2017** - Salon professionnel international des industriels du plastique et du caoutchouc - Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) Rue Tiznit, Face à la Mosquée Hassan II - Casablanca – 20000 - Maroc – date : du 05 au 08 avril 2017

**THE BIG 5 CONSTRUCT NORTH AFRICA 2017** - Salon international du bâtiment et de la construction pour la région Afrique du Nord - Parc d'Exposition de

l'Office des Changes - (CICEC) - Route d'El Jadida km 7,5 - 20000 – Casablanca - Maroc – date : du 25 au 27 avril 2017

**SIAM - SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC 2017** - Salon International de l'Agriculture au Maroc - Bassin de l'Agdal, Sahrij Souani – Meknès - Maroc – date : du 25 au 30 avril 2017

## OMAN

**GHEDEX MUSCAT 2017** - Salon des études supérieures dans le Golfe - Oman International Exhibition Centre - Muscat International Airport - Oman – date : du 18 au 20 avril 2017

## QATAR

**QATAR MOTOR SHOW 2017** - Salon international de l'automobile - Doha Exhibition & Convention Center - Lusail Expy - Doha - Qatar – date : du 18 au 22 avril 2017

**CITYSCAPE QATAR 2017** - Salon de l'immobilier, de la construction et des projets d'infrastructure au Qatar - Qatar National Convention Centre - Education City – Doha - Qatar – date : du 24 au 26 avril 2017

## TUNISIE

**SIB SFAX 2017** - Salon de l'informatique, de la bureautique, de la communication et du multimédia - Parc des expositions de Sfax - Avenue Habib Bourguiba - 3000 Sfax - Tunisie – date : du 10 au 16 avril 2017

**PACK PRINT TUNISIA - SALON INTERNATIONAL DE L'EMBALLAGE ET DE L'IMPRIMERIE 2017** - Salon international de l'emballage et de l'imprimerie - Parc des expositions du Kram - 2015 Le Kram – Tunis – date : du 12 au 15 avril 2017

**PLASTIC EXPO - SALON INTERNATIONAL DU PLASTIQUE 2017** - Salon international du plastique et du caoutchouc - Parc des expositions du Kram - 2015 Le Kram – Tunis – date : du 12 au 15 avril 2017

**PAMED 2017** - Salon méditerranéen de la production animale et des produits agricoles à l'export - Expo Center Médina - Rue de La Medina - 8050 Yasmine Hammamet - Tunisie – date : du 16 au 19 mai 2017

▶▶ FRANCE



## L'OCDE : 1,4% de croissance pour la France en 2017

L'Organisation pour la coopération et le développement économique attend désormais une croissance de 1,4% cette année, soit 0,1 point de plus que sa dernière estimation publiée en novembre dernier. En revanche, l'organisation a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2018 à 1,4% l'année prochaine au lieu de 1,6% initialement prévu. De son côté, le gouvernement table sur une croissance de 1,5% estimant que toutes les données depuis le dernier trimestre 2016 et les premières tendances de 2017 confirment ce chiffre de 1,5%.

Par ailleurs, l'OCDE, estime que la croissance économique mondiale devrait s'établir en 2017 à 3,3% et 3,6 % l'année prochaine. Les prévisions d'amélioration reposent selon l'OCDE sur « la mise en œuvre, ou à l'adoption attendue, d'un ensemble d'initiatives budgétaires dans les principales économies, notamment la Chine, le Canada et les États-Unis, conjuguées à une orientation de l'action publique dans la zone euro qui s'annonce légèrement plus expansionniste et qui pourrait être plus ambitieuse encore ».

Pour les Etats-Unis, la demande intérieure devrait se renforcer, portée par une hausse du patrimoine des ménages et un redressement progressif de la production pétrolière. La croissance devrait s'établir à 2,4% cette année et 2,8% l'année prochaine selon l'OCDE. Dans la zone euro, la croissance devrait continuer à un rythme modéré avec une croissance annuelle prévue de 1,6% en 2017 et 2018. Enfin en Chine, la croissance devrait continuer son ralentissement pour atteindre 6,5% en 2017 et 6,3% en 2018. Par ailleurs, les projections économiques de l'OCDE soulignent que la croissance reste trop modeste et ses avantages trop étroitement partagés pour que les populations durement touchées par la crise puissent voir leur situation s'améliorer réellement. Les gouvernements doivent, plus que jamais, prendre des mesures pour rétablir la confiance des citoyens tout en résistant à la tentation du repli ou du démantèlement des avancées déjà obtenues grâce à une meilleure coopération internationale, estime l'OCDE.

FOCUS

### LIVRET A: TROISIÈME MOIS DE SUITE DANS LE VERT

Après les deux premiers mois de 2017, les dépôts sur le Livret A ont atteint 4,27 milliard d'euros, selon la Caisse des dépôts. Pour le mois de Février, les dépôts ont dépassé les retraits à hauteur de 1,39 milliard d'euros, affichant ainsi un troisième mois de suite dans le vert. Rappelons que ce livret qui sert notamment à financer le logement social a retrouvé des couleurs ces derniers mois malgré une rémunération historiquement basse fixée à 0,75%. Pour sa part, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), qui participe aussi depuis le début de l'année au financement de l'économie sociale et solidaire, a connu une collecte nette positive de 140 millions d'euros en février (520 millions d'euros en deux mois). Au total, 365,7 milliards d'euros étaient placés fin février sur ces deux livrets.

## Les indicateurs de mesure du bien-être des citoyens

Le PIB, ou produit intérieur brut, fut longtemps l'indicateur économique qui mesurait le degré de développement d'un pays et par conséquent le bonheur des citoyens. Désormais on lui préfère le BNB ou le bonheur national brut introduit en 1972 par le roi du Bhoutan. Le BNB repose sur plusieurs critères comme la croissance et le développement économique, la conservation de la culture, la sauvegarde de l'environnement, le développement durable et la bonne gouvernance responsable. En 1980, le Canada a introduit un troisième indice le BIN, le bonheur intérieur net encore plus généreux et repose sur des critères tels que la consommation moyenne par habitant sur une année, l'égalité sociale (taux de pau-

vreté, inégalités salariales, mesure de la précarisation de l'emploi), la sécurité économique (taux et durée moyenne de chômage, niveau de protection sociale...), ainsi que des critères qui prennent en considérations l'environnement et le développement (taux d'effet de serre, niveau éducatif...). Enfin en 2011, l'Organisation de coopération et de développement économiques crée le BIB qui repose sur des études statistiques (taux de chômage, espérance de vie, niveau d'étude) et des sondages pour mesurer le niveau de satisfaction des citoyens dans leur quotidien. A chaque indice ses critères et son classement. Ainsi la France figure à la 5<sup>e</sup> place dans le classement par rapport au PIB, mais 18<sup>e</sup> au niveau de celui du BIB

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)

## 93 entreprises allemandes rachetées par des groupes français en 2016



prises françaises, soit un bond de 26 % par rapport à 2015 et un bilan trois fois supérieur à la moyenne des quinze dernières années. A contrario, le nombre d'acquisitions d'entreprises françaises par des sociétés allemandes a très peu évolué au cours des cinq dernières années. Les entreprises allemandes se sont ainsi limitées à 25 acquisitions en France en 2016, soit un repli de 20%.

Cet intérêt pour les entreprises allemandes s'explique, par le dynamisme de ses PME ainsi que par leur agilité et leur capacité d'innovation qui attirent les investisseurs étrangers, ainsi que le «Made in Germany», symbole de qualité. «Ces achats permettent aux acheteurs français d'acquérir des technologies et des savoir-faire qui ne sont pas présents dans l'Hexagone et qui sont incontournables pour rester compétitifs», précise le cabinet PwC.

Les acquisitions françaises d'entreprises germaniques ont atteint en 2016 un niveau record, selon une étude du cabinet de conseil PwC, qui indique que 93 entreprises allemandes ont été rachetées en 2016 par des entre-

### FOCUS

#### BAISSE DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN 2016

*Le nombre de défaillances d'entreprises a reculé de 8% en 2016, avec des progrès notables notamment dans les secteurs de la construction et de l'industrie, a annoncé vendredi la Banque de France. Au total, 58.057 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, ont été placées en redressement judiciaire ou mises en liquidation l'an dernier, contre 63.081 lors des douze mois précédents, précise l'institution monétaire.*

### Les champions français du dépôt de brevets en 2016

Selon le palmarès annuel des déposants de brevets de l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi), l'équipementier automobile Valéo avec 994 demandes de brevets publiées en 2016 arrive en première position de ce palmarès suivi par le groupe PSA avec moins de 1000 demandes, vient à la 3ème place du classement Safran puis CEA et le CNRS arrivent respectivement en 4ème et 6ème position avec 684 et 373 demandes de brevets. À noter aussi, l'entrée dans le top 10 du leader français des télécoms, Orange, avec 205 brevets déposés auprès de l'Inpi en 2016. L'opérateur éclipse ainsi Michelin, désormais 11ème du palmarès. En 2016, les entreprises françaises ont déposé au total 16.200 brevets auprès de l'Inpi. La moitié des demandes est accaparée par les 50 premières entreprises du classement. Au niveau mondial, la France est le quatrième déposant de brevets d'après le dernier rapport de l'office européen des brevets (EPO).

### Baisse de la production industrielle en janvier

La production industrielle a continué de se replier en janvier, de 0,3%, après avoir baissé de 1,1% en décembre, selon l'Insee. Dans le détail, la production a nettement reculé dans la cokéfaction et le raffinage (-8,1%), dans l'agroalimentaire (-2,1%) et dans les biens d'équipement (-1,6%). Dans les matériels de transport, le fort recul de la production dans l'automobile (-3,7%) est compensé par un net rebond dans les autres matériels de transport (+3,1%). En revanche, la production a rebondi dans l'électricité et le gaz, en raison d'une vague de froid en janvier (+4,4%). Sur le dernier trimestre, la production industrielle a toutefois augmenté de 0,9%, et la production manufacturière de 0,6%. Par ailleurs, la production manufacturière, qui avait reculé de 1% en décembre, a baissé une nouvelle fois de 1% en janvier.

### 187.200 emplois créés en 2016

Malgré une légère hausse du PIB en 2016 à 1,1% contre 1,2% en 2015, l'économie française a créé près de deux fois plus d'emplois dans le secteur privé l'année dernière qu'en 2015. Au total, 187.200 postes ont été créés dans le secteur marchand sur l'ensemble de l'année, une performance inédite depuis 2007, selon l'Insee.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)


**MONDE ARABE**

**EMIRATS ARABES UNIS**

**Amazon rachète Souq.com.** Amazon, le géant américain des ventes sur internet, va acquérir Souq.com, le numéro 1 du commerce électronique dans la zone MENA. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué. Fondé en 2005 à Dubaï, Souq.com affirme compter plus de 45 millions de visites par mois dans la zone MENA, notamment aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Égypte. Il propose à ses clients plus de 8,4 millions de produits. Il a été créé comme un site d'enchères avant de se lancer dans le commerce en ligne généraliste. En février 2016, Souq.com avait annoncé avoir levé 275 millions de dollars auprès d'investisseurs internationaux pour financer son expansion. La compagnie avait alors été évaluée à un milliard de dollars. Parmi les investisseurs dans Souq.com figurent Standard Chartered Private Equity et International Finance Corporation, membre du Groupe de la Banque mondiale.

**ARABIE SAOUDITE**

**Fitch abaisse la note de l'Arabie saoudite à A+.** L'agence de notation Fitch a abaissé la note de la dette souveraine de l'Arabie saoudite, de « AA- » à « A+ », en raison notamment de la détérioration de la situation budgétaire et de la balance extérieure. L'abaissement de la note du pays « reflète la détérioration continue des comptes publics et de la balance extérieure, le déficit budgétaire plus important que prévu » ainsi que les doutes continus autour du « programme gouvernemental de réforme », justi-

fié Fitch dans un communiqué. « Dans son budget pour 2017, le gouvernement a tablé sur un déficit de 7,7 % du PIB », une amélioration de la situation financière du pays qui pourrait en partie être garantie par « une hausse des prix du pétrole. » « Nous prévoyons une baisse du déficit à 9,2 % du PIB en 2017 et 7,1 % du PIB en 2018 », indique Fitch. Cette note est assortie d'une perspective stable, excluant a priori un nouvel abaissement à moyen terme.

**Nomu, le second marché boursier en Arabie.** Le nomu, le nouveau marché à la Bourse d'Arabie saoudite, dédié aux petites et moyennes entreprises, inauguré le 26 février dernier a terminé sa première journée de cotations sur un gain de 20 %, le maximum autorisé, selon des courtiers. L'indice de ce marché parallèle a clos la séance à 6 000 points avec des échanges de 256 millions de riyals (68,3 millions de dollars) sur les titres des sept compagnies cotées. Pour être coté au Nomu, une entreprise doit avoir une valeur marchande d'au moins 10 millions de riyals (2,7 millions de dollars), un minimum de 35 à 50 actionnaires et au moins 20 % d'actions appartenant au secteur public. Ce second marché « ouvre de nouvelles possibilités d'investissement pour les sociétés cotées », selon ses promoteurs. Pour être présentes sur le marché principal de la Bourse d'Arabie, Tadawul, les entreprises doivent avoir une capitalisation minimale de 100 millions de riyals, soit 10 fois supérieure à celle du marché Nomu. Dans le cadre de l'ambitieux plan Vision 2030 visant à diversifier l'économie saoudienne trop dépendante du pétrole, les PME sont appelées à contribuer à hauteur de 35 % au PIB du royaume, contre 20 % actuellement. L'indice Tadawul All-Shares, qui a une capitalisation d'environ 400 milliards de dollars, a été ouvert en 2015 à l'investissement direct des étrangers qualifiés.

**FOCUS**

**L'HÔTEL CRILLON ROUVRE APRÈS 4 ANS DE TRAVAUX**

*Le palace parisien de la Place de la Concorde, propriété d'un prince saoudien, rouvrira ses portes cet été, après plus de 4 ans de travaux de rénovation, selon la direction de l'établissement. Ancienne demeure privée des Comtes de Crillon, ce chef d'œuvre de l'architecture française du XVIIIe siècle, qui abrite des décors très classiques, est un hôtel depuis 1909. Le palace parisien comptera désormais 124 chambres, contre 147 auparavant. "Nous avons fait le choix de réduire la capacité afin de proposer des suites et des chambres plus spacieuses", précise le directeur général. Dans le détail, l'Hôtel de Crillon comptera 81 chambres, 43 suites. Il abritera également un restaurant gastronomique, une brasserie, un jardin d'hiver, un bar, ainsi que des espaces événementiels.*

**Pour la deuxième année consécutive, la CCFA participe à l'International Workshop de Parcours France**

Le jeudi 16 mars, la CCFA a participé au Workshop Territoires & International, organisé par Parcours France, codirigé par Messieurs Antoine Colson et Edouard Chabanon, à Paris Pullman Bercy. Le but de cette journée étant d'organiser des rencontres bien ciblées et chronométrées entre les développeurs économiques des territoires (agences, régions, agglomérations, etc ...) et les représentants internationaux (chambres de commerce, ambassades, agences de promotion, etc...). La CCFA avait un programme chargé de rendez-vous avec des représentants des territoires français, lesquels se sont poursuivis par des rencontres et des échanges informels, visant à identifier des projets à mener conjointement en France ou dans les pays arabes.



**Deux Saoudiennes nommées à la tête d'institutions financières.** Deux femmes saoudiennes ont été nommées à la tête d'importantes institutions financières en Arabie saoudite. Le Samba Financial Group a annoncé l'arrivée de Rania Mahmoud Nashar au poste de PDG de cette banque, et le Conseil d'administration de la Bourse saoudienne, connue sous le nom Tadawul, a nommé à sa présidence Sarah al-Suhaimi.

**Le royaume annonce un budget en déficit.** L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole a annoncé un budget pour 2017 qui prévoit un déficit de près de 53 milliards de dollars. Le royaume saoudien, première économie du monde arabe, prévoit des dépenses de 890 milliards de riyals (237 milliards USD) et des revenus de 692 milliards de riyals (184 mds USD), dégageant un déficit de 198 milliards de riyals, selon le gouvernement.

leur importation a atteint 393,96 millions de dollars en 2016 contre 394,86 millions de dollars en 2015, soit une légère baisse de 0,23%.

## KOWEÏT

**Le Koweït lève \$8 milliards d'obligations.** Le Koweït a levé 8 milliards de dollars d'obligations. A l'origine, l'émirat ne visait que 4 ou 5 milliards de dollars mais, face à la demande des investisseurs, qui a atteint 27 milliards de dollars, il a pu doubler la taille de l'opération. Le Koweït a profité de cette forte demande pour faire baisser ses coûts de financement. Le pays a gagné 25 points de base pour sa tranche à 5 ans - 3,5 milliards de dollars à un taux de 2,8 % - et 20 points de base pour sa tranche à 10 ans. Il paie aux investisseurs 3,6 % pour les 4,5 milliards de dollars levés sur cette maturité.

## LIBAN

**Le nombre de touristes en hausse de 11 % en 2016.** Selon le ministère du Tourisme libanais, 1,69 million de visiteurs ont afflué vers le pays du cèdre en 2016, ce qui représente une hausse annuelle de 11,2 %. Sur le mois de décembre, 141 537 visiteurs se sont rendus au Liban, en hausse de 14,5 % par rapport au mois de décembre 2015. Les touristes européens ont représenté un peu plus du tiers des visiteurs sur l'année (+11,7 % en un an à 564 499), devant les ressortissants des pays arabes (+8,8 % à 522 920, soit 31 %), ceux en provenance des Amériques (+12,4 % à 296 831 ; soit 17,6 %), d'Asie (+7,4% à 125 418 ), du continent africain (+6,1% à 103 193) et enfin d'Océanie (+4,4 % à 74 916). Les Irakiens ont été les plus nombreux à visiter le Liban (à 236 013, en hausse annuelle de 23,2 %), représentant 14 % du total des touristes sur l'année. Les touristes américains (+ 13,6 % à 154 095 ; soit 9,1 % du total) et les français (+8,6 % à 145 656 ; soit 8,6 %) complètent le podium.

## FOCUS

### OMAN : BUDGET 2017 EN DÉFICIT DE 7,4 MDS EUROS

*Le sultanat d'Oman a présenté son budget de 2017 qui prévoit un déficit de 3 milliards de riyals (7,4 milliards d'euros) et confirmé sa politique d'austérité pour faire face à la baisse des recettes pétrolières. Les revenus de l'Etat devraient se situer cette année autour de 8,7 milliards de riyals (21,5 mds d'euros), dont 70% provenant des secteurs du pétrole et du gaz, alors que les dépenses devraient se chiffrer à 11,7 milliards de riyals (28,9 mds d'euros), en baisse de 2% par rapport aux prévisions budgétaires de 2016, selon les projections du ministère des Finances publiées par l'agence officielle Ona.*

## ALGÉRIE

**Le quota d'importation des véhicules pour 2017.** Le nombre de voitures à importer en 2017 varierait entre 40.000 et 50.000 selon le ministre de l'Habitat, de la ville et de l'urbanisme et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune. Pour rappel, en 2016, le contingent d'importation des véhicules a été fixé à 98.374 unités dans le cadre des licences d'importation. Outre les voitures Renault fabriquées localement, l'année 2017 devrait voir l'entrée en production de plusieurs autres marques à l'instar de Hyundai et de Volkswagen. La facture d'importation des véhicules de tourisme s'est établie à 1,292 milliard de dollars en 2016 contre 2,038 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de 36,61%, selon un bilan des Douanes. Quant aux véhicules de transport de personnes et de marchandises la facture s'est chiffrée à 782,36 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2015, soit un recul de 48%. Concernant les accessoires

## Quatre pays du Golfe relèvent leurs taux directeurs



Pour protéger leurs devises, les banques centrales saoudienne, émiratie, koweïtienne et bahreïnienne ont relevé leurs taux directeurs d'un quart de point, quelques heures après la décision similaire prise par la Fed. Les banques centrales du Qatar, et d'Oman devraient suivre et prendre la même mesure. Les devises de ces pays étant adossées ou fortement liées au dollar, obligent les banques centrales à resserrer leur politique en même temps que les États-Unis pour ne pas risquer une fuite de capitaux et une pression baissière sur leurs devises. Les hausses de taux d'intérêt officiels dans le Golfe devraient se poursuivre pendant encore 18 mois, dans le sillage de celles de la Fed, anticipent les économistes. Cependant, les taux d'intérêt payés par les entreprises et les consommateurs dans le Golfe ne devraient pas augmenter significativement à court terme. Au cours des derniers mois, la hausse des prix du pétrole et de vastes émissions obligataires internationales ont réduit la pression sur les finances des gouvernements, les autorisant à dépenser un peu plus librement, selon l'agence Moody's.

# Le nouveau canal, le grand rêve égyptien



*La Chambre de commerce franco-arabe organisait le jeudi 23 mars à la Maison de l'Amérique latine à Paris, un dîner en l'honneur de M.Ehab Badawy, Ambassadeur d'Egypte, accompagné de M. Gamal Faisal, Chef du Bureau Commercial, ainsi que M. Mostafa Chaikoun et M. Ahmed Mubarak, Conseillers auprès de l'ambassade de la République Arabe d'Egypte en France.*

Entouré des deux vice-présidents français de la Chambre, M. Jean-Luc Chapoton, et M. Thierry Girard, ainsi que des deux directeurs, exécutif et des relations extérieures, respectivement Mme Neirouz Fahed et M. Eric Helard, le Président de la CCFA, M. Vincent Reina, a accueilli ses invités ainsi que plusieurs représentants de groupes français et notamment Michel Nalet, du Groupe Lactalis, M. Georges Mosditchian du groupe Evolen, M. Benoit Justier du groupe Semmaris, M. Patrick Ramon du groupe Razel Bec, et M. Paul de Rosen du groupe TRANSDEV France.

Au cours de ce dîner, M.Ehab Badawy, Ambassadeur d'Egypte, a présenté le projet du canal de Suez et ses impacts sur l'économie du pays et invité les groupes français à investir dans cette zone appelée à jouer un rôle de premier rang non seulement dans le développement de l'économie nationale égyptienne mais aussi régionale et voire au-delà en concentrant sur cette zone une myriade d'infrastructures industrielles, commerciales, et logistique, et en développant la création d'un hub pour la réexportation d'un nombre importants de biens et services.

M. Vincent Reina de son côté a mis l'accent sur le rôle de la Chambre de commerce franco-arabe dans le développement des relations économiques et commerciales entre la

France et les vingt deux pays de la région et développé les différentes activités menées par la Chambre pour dynamiser les échanges entre les deux parties.

Présentant le grand rêve égyptien que les autorités tentent de concrétiser à travers le nouveau projet du canal pour augmenter le revenu national et offrir aux égyptiens des emplois et un avenir meilleur, son excellence Ehab Badawy a exposé tour à tour son impact sur l'économie nationale et les opportunités qu'il offre aux investisseurs étrangers, mettant l'accent tout particulièrement sur la volonté des autorités de transformer le pays en un centre économique,

logistique, industriel, et commercial international pour placer l'Egypte au cœur du commerce mondial en créant de nouvelles entités industrielles et logistiques et un hub de réexportation des biens et services vers tous les pays de la région et même au-delà, vers des marchés plus lointains

Le projet de l'élargissement du canal est en réalité divisé en deux parties ; le creusement d'un canal parallèle à celui existant sur une longueur de 60 à 100 km et l'élargissement et l'approfondissement du grand Lac Amer et el Ballah sur une longueur de 37 km. Le délai prévu pour l'exécution des travaux d'après l'estimation technique des experts était de 36 mois. Ce délai a été ramené à 12 mois grâce à l'intervention des ingénieurs des Forces armées égyptiennes. Pour réaliser ce projet pharaonique il a fallu évacuer pas moins de 250 millions de m<sup>2</sup> de terre à l'aide de 25 dragues différentes, sur un parcours de 60 à 95 km sur une largeur de 340 mètres et une profondeur de 24 mètres afin que le canal soit accessible aux navires tirant 66 pieds d'eau dans les 2 directions.

Quant au projet de développement de la zone du canal, il prévoit notamment la mise en valeur des potentiels existants et la création de nouvelles zones dotées des infrastructures les plus modernes afin de transformer ce long couloir en un carrefour international pour les quatre continents, Europe, Afrique, Asie, Amérique sur le plan industriel et commercial.

Ce projet prévoit notamment le développement des ports de la ville de Port-Saïd, de Adabya, d'El Sokhna avec la création de quais pour les marchandises, d'entrepôts et ateliers maritimes, des quais pour les navires de croisière touristiques, des zones industrielles, des zones pour les ressources animales, une vallée technologique... Et le développement d'une myriade d'industries tels que les usines pour l'assemblage de voitures, l'industrie électronique, l'industrie de raffinage de pétrole, l'industrie pétrochimique, l'industrie métallique légère, des centres de distribution et de redistribution logistiques, de soudage, une industrie de construction et entretien des navires, une industrie de construction des conteneurs, une industrie du bois et du mobilier, une industrie textile et enfin une industrie du verre.

Pour réaliser ce grand rêve il fallait réunir toutes les forces vives de la nation à commencer par celle de l'armée, du

*L'extension du canal permet de réduire les délais d'attente des navires de 9,5 à 3 heures en direction du nord et de 18 à 11 heures en direction du sud. En outre il permet de passer d'un transit de 49 à 97 navires par jour d'ici 2023, avec des revenus progressant de 5,5 milliards de dollars à 13 milliards de dollars en 2023. Les redevances du canal de Suez constituent avec le tourisme, les transferts de la diaspora et l'extraction d'hydrocarbures, l'une des quatre rentes de l'Egypte.*

peuple et des amis et frères qui ont contribué à initier, développer et à financer ce projet.

Trois jours après son inauguration, le président Abdul Fatah Al Sissi proclamait le nouveau tracé zone économique spéciale dotée d'une réglementation spéciale afin de transformer cette zone de 460 km<sup>2</sup> qui comptera à terme pour 30 à 35% du PIB du pays, en pôle industriel régional, un hub commercial, et une plate forme de services logistiques et industriels de qualité, donnant à l'Egypte les moyens d'attirer les Investissements étrangers directs (IDÉ), d'augmenter ses rentrées en devises, de soutenir sa croissance orientée vers l'exportation, de résoudre au moins une partie le problème du chômage, de soutenir une stratégie de réforme économique dans tout le pays, et enfin de transfor-

mer cette zone en un laboratoire expérimental pour l'application de nouvelles politiques.

A court terme, l'axe du canal de suez présente d'importantes perspectives de croissance. A plus long terme, un changement de paradigme se dessine ; alors que l'Egypte a rejoint le projet commercial et maritime chinois de route de la soie et que la tripartite a signé à Charm-el-Cheik, le plus grand accord de libre-échange africain, le canal de suez pourrait être demain pour l'Asie l'une des portes d'entrée de l'Afrique comme il l'est aujourd'hui pour l'Europe.

## Les échanges commerciaux entre la France et l'Egypte en 2016

*D'après les douanes françaises, les échanges commerciaux entre la France et l'Egypte ont baissé de 27,5% à 2,03 Mds € en 2016. Les exportations françaises ont enregistré leur plus fort recul depuis plus de dix ans (-27,3%) à 1,53 Md € alors que les importations ont augmenté pour la première fois depuis cinq ans (+4%) à 492,6 M €. Par conséquent, l'excédent commercial s'est contracté (-36,4%) à 1,04 Md €, soit le 13ème excédent commercial de la France et le 1er au Proche-Orient.*

Du côté des exportations, on notera la forte baisse des ventes de «produits agricoles, sylvicoles et de la pêche» de 384 à 154,7 M € (-60%). Celle-ci s'explique principalement par la chute des ventes de blé (-197%) tant en volume qu'en valeur. On note également une baisse des ventes de fèves (-82,5%), de volailles (-73%) et de fruits (-37%). Cette chute est néanmoins légèrement tempérée par la reprise des exportations de maïs. Les ventes d'équipements électriques, électroniques et informatiques ont également chuté de 30% principalement en raison de l'arrêt des exportations de turbines à gaz et de la chute des ventes d'équipements de communication (-37%). Les ventes de produits issus de l'industrie agroalimentaire ont diminué de 40%.

Cette évolution est essentiellement due à la forte baisse des exportations de produits laitiers (-197) et de sucre (-555%). Les exportations de matériel de transport ont aussi baissé de 54% du fait de la diminution des ventes de véhicules automobiles (-78%), partiellement amortie par la hausse des ventes de pièces détachées (+50%). Les ventes d'autres produits industriels, premier poste d'exportation, baissent de 5% malgré le dynamisme des exportations de produits pharmaceutiques (+3%). Enfin,

les exportations de produits pétroliers raffinés reculent (-53%).

Quant à la hausse des importations, elle s'explique principalement par l'augmentation des achats d'autres produits industriels (+17%) et notamment d'engrais et de composés azotés (+75%) et d'éthanol (+60%). Elle traduit également la hausse des achats de matériels de transport (+169%) et notamment d'équipements automobiles (+269%) et de véhicules automobiles (+91%). Parmi les plus fortes baisses, on notera celles des achats de pétrole brut (-45%) et de produits issus du raffinage du pétrole (-15%).

La chute des exportations françaises s'inscrit dans un contexte de baisse générale des importations égyptiennes. D'après la Banque Centrale (BCE), ces dernières reculent de 8,1% en 2015/16 par rapport à l'année précédente. Sur la même période, la baisse des importations françaises (-11,5%) est néanmoins modérée par rapport à celle de la plupart des autres grands partenaires commerciaux de l'Egypte (-34,6% pour l'Arabie Saoudite, -33,7% pour les Etats-Unis, -21,5% pour l'Inde et l'Espagne). Seuls l'Allemagne, la Russie et le Royaume-Uni voient leurs exportations vers l'Egypte augmenter en 2015/16.

Parmi les facteurs qui peuvent expliquer l'évolution récente, on retiendra en particulier la mauvaise récolte de blé qui, conjuguée au durcissement des règles phytosanitaires, a eu un fort impact sur ce qui est traditionnellement un des premiers postes d'exportations vers l'Egypte. De plus, la crise des devises a entraîné une contraction globale de la demande, amplifiée par de nouveaux obstacles réglementaires aux importations. Enfin, la France a également vu sa compétitivité-prix se dégrader fortement suite à la dévaluation de la livre égyptienne en mars 2016 (-17%), puis sa dépréciation suite à la flexibilisation de son régime de change en novembre 2016 (-127% fin 2016).

### FOCUS

#### DEUX LAURÉATS ÉGYPTIENS DU FRENCH TECH TICKET 2017

La deuxième édition de la compétition internationale d'entrepreneuriat « French Tech Ticket » a récompensé deux entreprises égyptiennes qui font partie des lauréats en 2017. GBARENA ([www.gbarena.com](http://www.gbarena.com)) développe une plateforme de mise en relation de joueurs de jeux vidéo en ligne, et SunCity ([www.suncityeg.com](http://www.suncityeg.com)) qui propose des solutions en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique adaptées aux besoins résidentiels, commerciaux, agricoles et industriels. Plus de 120 Egyptiens portant 55 start-ups ont présenté une candidature à l'occasion de cette deuxième édition du French Tech Ticket, plaçant l'Egypte au 4e rang mondial des pays les plus mobilisés. Cette compétition internationale d'entrepreneuriat offre à 70 start-ups du monde entier l'opportunité d'intégrer pour un an l'un des 41 incubateurs français partenaires.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

## Vincent Reina : consolidons notre position parmi les premiers investisseurs étrangers aux E.A.U.



*tant les plus grands groupes français. La présence française est diversifiée et embrasse tous les secteurs et notamment, l'énergie, les services aux municipalités, l'environnement, le développement durable, les transports, le secteur bancaire, la grande distribution, le luxe et l'hôtellerie, a précisé le Président de la CCFA.*

*Pour expliquer ce dynamisme croissant, le Président de la CCFA a notamment indiqué que la France s'est dotée sur place d'un dispositif complet de soutien aux entreprises françaises auquel il faut bien ajouter, a-t-il précisé, le rôle de la Chambre de commerce franco-arabe qui participe pleinement à la valorisation des attraits et du potentiel de l'émirat et en même temps à la place économique et financière de la France comme porte d'entrée à l'Europe.*

*Dans un entretien publié dans la Lettre Diplomatique, M. Vincent Reina, Président de la Chambre de commerce Franco-Arabe, revient en détail sur la dynamique économique qui s'affirme et se développe avec force entre la France et les Emirats arabes unis plaçant les relations entre les deux pays dans une situation privilégiée basée sur la confiance mutuelle et la recherche des intérêts communs.*

*Le Président de la CCFA a rappelé que la Chambre, dans le cadre de sa mission de développement des relations économiques entre les deux pays, reçoit des hommes d'affaires émiriens et organise des missions de prospection multisectorielles à l'intention des petites entreprises en quête de nouveaux marchés dans cette région.*

*Pour terminer, le président de la CCFA a souligné qu'en menant toutes ces actions, la CCFA remplit pleinement sa mission de mise en relation des acteurs économiques franco-émiriens pour consolider la position de la France au premier rang des investisseurs étrangers dans ce pays devant le Japon et les Etats-Unis, et au coude à coude avec l'Inde pour la deuxième place. « Poursuivons les efforts », a-t-il indiqué.*

*« La France et les Emirats arabes unis, c'est une longue histoire d'amour économique qui se développe chaque année », écrivait-il et de poursuivre, la France est le 3<sup>ème</sup> investisseur étranger dans les Emirats qui comptent le plus grand nombre d'implantations françaises dans la région avec plus de 600 filiales représen-*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccfranco-arabe.org](http://www.ccfranco-arabe.org)

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

**Chambre de Commerce Franco-Arabe**

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org)

Mme  M<sup>lle</sup>  M.

Adresse :

Société :

Prénom :

Code postale :

Nom :

Ville :

Fonction :

Pays :

Email :

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



Adhérez à la  
**Chambre de commerce  
Franco-Arabe**

*Votre partenaire économique et commercial  
en France et dans les pays arabes*

Contact adhésion :Maha El-Alam  
Directeur administratif et financier  
mail: [moray@ccfranco-arabe.org](mailto:moray@ccfranco-arabe.org)

*250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris  
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59  
e-mail : [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org)  
site web : [www.ccfranco-arabe.org](http://www.ccfranco-arabe.org)*

---